

Nollet : « Quand Bart le dit, Michel le fait »

C'est la rentrée ! Mardi, la Chambre reprend ses travaux. Et Jean-Marc Nollet, qui se régale dans son nouveau rôle d'opposition, trépigne. *« Trois mois sans contrôle du gouvernement, ça n'a pas de sens au XXI^e siècle. »* Pour le co-chef d'Ecolo-Groen à la Chambre, le tax shift, qui devrait être présenté mardi aux parlementaires, est une occasion manquée d'un *« véritable virage fiscal »*, qui aurait dû être environnemental. En attendant, *« les tabous sont restés tabous : les intérêts notionnels, la fiscalité immobilière, les voitures de société, le patrimoine, les produits de luxe... Tous ces tabous ont été mis par l'Hôtel de ville d'Anvers et ils sont restés. Quand Bart le dit, Michel le fait. »*

En fait de bonne résolution, Jean-Marc Nollet appelle le MR à se « décrisper » et à s'ouvrir aux propositions de l'opposition. ■

« Tous les tabous mis par la N-VA sont restés »

ÉCOLO Jean-Marc Nollet dénonce le manque d'ambition du tax shift

► Le chef de groupe des verts veut raccourcir les vacances du Parlement.
► Et il lance un appel au MR pour qu'il se décrisphe et s'ouvre à l'opposition, sur des débats de fond.

ENTRETIEN

Jean-Marc Nollet, chef de groupe Ecolo-Groen, attend la rentrée parlementaire avec impatience (cf. ci-contre). Notamment pour éprouver les tableaux du tax shift.

Le gouvernement vous a convaincu, samedi ?

On a eu la confirmation qu'il n'y aura pas de véritable virage fiscal. Cela se résume à un exercice budgétaire.

Il y a quand même une promesse de réforme de l'IPP ?

Oui. Je ne suis pas en train de dire qu'il n'y a rien. Quand les choses vont dans le bon sens, nous le soulignons.

Qu'est-ce qui est bien ?

La réduction des cotisations sociales, à condition qu'ils soient sortis, comme ils le disent, d'une logique linéaire. Ce qui est fait pour les TPME et les indépendants, c'est une bonne chose aussi. Mais, derrière cela, il n'y a pas de véritable virage fiscal. Les tabous sont restés tabous : les intérêts notionnels, la fiscalité immobilière, les voitures de société, le patrimoine, les produits de luxe... Tous ces tabous ont été

mis par l'Hôtel de ville d'Anvers et ils sont restés. Quand Bart le dit, Michel le fait. Il y en a un qui règne, c'est Charles Michel, et l'autre qui gouverne, à partir de l'Hôtel de ville d'Anvers. Et puis, ça manque clairement d'ambition.

Dans quel domaine ?

Environnemental par exemple. La Belgique est l'un des pays les plus embouteillés. La FEB avait calculé en 2011 que le coût annuel des embouteillages est de 8 milliards. Si on avait réduit ne serait-ce que d'un quart ce coût, on pouvait augmenter les budgets de la SNCB. Or, on va les réduire drastiquement : il y avait déjà 900 millions de moins sous Di Rupo, et maintenant 2 milliards avec Michel et Galant. Il y a trois sources d'émissions de CO₂. L'industrie diminue ses émissions ; au niveau du chauffage, c'est stable. Par contre, là où c'est la catastrophe, c'est en transports. Ce gouvernement, s'il n'est pas climato-sceptique, est à tout le moins climato-apatistique : il est passif sur ces questions.

Une occasion manquée ?

Oui ! On ne sait pas encore s'il y aura des gagnants avec le tax shift. Mais on connaît déjà les perdants. Ce sont les générations futures parce qu'un jour, on va payer ce coût, en termes de santé notamment : la pollution de l'air, c'est 10.000 décès prématurés en Belgique ! En matière de mobilité, il y a urgence. Ce gouvernement n'a pas l'ambition de relever le défi en-

vironnemental. C'est une occasion manquée pour changer les comportements, notre modèle

économique, les modes de consommation... Parmi les autres perdants, il y a les jeunes et les femmes, pour lesquelles ce tax shift n'apporte pas de correction aux mesures prises précédemment. Et puis, c'est vraiment le bal des renoncements : le CDEV ne voulait pas qu'on réduise encore les dépenses publiques ni qu'on touche à la Sécu ? Ils vont encore chercher, dans les dépenses publiques, 1,7 milliard sur la législation. De surcroît de manière linéaire alors qu'ils avaient dit qu'ils ne le feraient plus.

Sur le budget : à qui la faute du cafouillage autour de l'effort ? Peu importe. Je constate en tout cas que c'est encore plus chaotique que d'habitude sur la méthode.

Pour moi, c'est surtout la conséquence des politiques d'austérité du gouvernement et des artifices qu'ils ont utilisés en 2015. Plus qu'une faute de l'administration, qui serait CDEV ou CDH. Je m'explique.

Ce gouvernement a l'air surpris de voir que ses recettes fiscales diminuent et que ses dépenses sociales augmentent ? Quand on pratique

l'austérité, puisque Michel poursuit et amplifie ce

qu'avait fait Di Rupo, c'est inévitable ! Un chiffre : entre 2010 et 2014, le nombre de travailleurs de 55 à 64 ans en invalidité a augmenté de 20 % ! Et puis, le gouvernement Michel intègre les effets retour, mais seulement les positifs ! Ils doivent aussi intégrer l'impact

néгатif et ça, ça ne figure nulle part.

Vous parliez d'artifices ?

Ils ont gonflé des recettes, on leur avait dit dès le mois de décembre 2014. Et je répète, ce serait trop facile de pointer l'administration. D'autant qu'elle avait parfois pointé certaines choses. Quand le ministre passe outre, il ne doit pas, après, s'étonner des conséquences.

L'an dernier, vous étiez allés physiquement à la Cour des comptes, avec Kristof Calvo, pour aller chercher des documents budgétaires qu'on vous refusait...

Que le gouvernement n'espère pas qu'on ne fasse pas la même chose cette année. Moi, j'aurai une critique budgétaire quand j'aurai tous les tableaux. Au passage, je rappelle que le budget 2016 est le premier budget qui doit, dans son rapport au Parlement, publier les indicateurs alternatifs au PIB. Je verrai si cela a été fait. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

« Monsieur Bracke, Monsieur Chastel... »

Vous trépignez...

Oui ! Rentrer le 2^e mardi d'octobre, ça n'a plus de sens au 21^e siècle en Belgique. Cela fait trois mois sans contrôle des ministres, du gouvernement. Pourtant, l'actualité ne manquait pas : l'asile, l'intervention en Syrie, la crise de l'agriculture, l'attentat dans le Thalys, Linkebeek... Il y a là un défaut dans le fonctionnement de notre système politique.

Que proposez-vous ?

Que l'on puisse fonctionner normalement, avec des commissions et des séances plénières jusqu'en fin juillet et qu'on recommence début septembre. Trois semaines ou un mois de vacances en août, c'est suffisant. Et contrairement à ce qu'on dit, il n'y a pas besoin de changer la Constitution ni le règlement de la Chambre. Il faut juste changer les habitudes. Mais lorsque j'ai abordé ça en conférence des présidents, j'ai senti monsieur Bracke un peu réticent. Pour un parti qui était prêt à bousculer les institutions, se montrer à ce point conservateur sur les principes, je trouve ça particulier !

D'autres idées pour la rentrée ?

Oui ! J'appelle monsieur Chastel et ses troupes à se décrisper. On les sent, au Parlement en tout cas, particulièrement crispés, bloqués, fermés.

C'est-à-dire ?

Ils ne peuvent plus rejeter par principe, parce que ça vient de l'opposition, toutes les propositions. On a vécu des situations totalement folles. Quand Marcel Cheron demande en avril un audit de la Cour des comptes sur les contrats de gestion SNCB et Infrabel, c'est refusé, on n'en discute même pas. Et puis, en juillet, la majorité dépose exactement le même texte et il est approuvé ! Et ce n'est pas une question de droits d'auteur, Marcel Cheron s'en fout. Pareil avec une proposition de loi de Muriel Gerken sur les soins palliatifs, déposée en janvier ; la majorité a déposé en avril exactement le même texte ! C'est un manque de respect, une perte de temps et surtout une énorme frilosité. Les écologistes vont offrir à Olivier Chastel et ses troupes l'occasion de travailler sur des enjeux qui

ne sont pas dans l'accord de gouvernement. Après tout, la N-VA ne s'en prive pas, en déposant des textes sur l'asile ou le service minimum.

Qu'allez-vous leur proposer ?

J'ai pris des propositions qui n'ont pas d'impact budgétaire : l'orientation des fonds de pension, l'abaissement de l'âge de vote à 16 ans ; la protection des consommateurs en matière d'obsolescence organisée. C'est vraiment un test de la capacité du MR à ne pas être braqué, d'accepter le débat de fond. En un an, le gouvernement a demandé 27 fois l'urgence pour éviter le débat, autre preuve de crispation.

C'est une autre façon de faire de l'opposition ?

Notre principe, c'est : quand on critique, on propose. Et si on n'a pas de proposition, on se tait. Nous estimons que le gouvernement apporte une mauvaise réponse à deux problèmes du marché du travail : la présence des plus de 55 ans et l'entrée des jeunes. Nous avons une solution : le plan Tandem. Thierry

Detienne a mis ça en place en Wallonie. Cela permet aux plus de 55 ans de sortir progressivement du marché du travail en allégeant leur temps de travail, en transmettant leur expérience à des plus jeunes qui, eux, entrent progressivement. Pour l'employeur, c'est une opération blanche. Il paie moins le travailleur âgé, qui voit sa perte de salaire compensée par l'allocation Tandem. On le finance via la réduction des dépenses Onem et ONSS, le fonds tutorat et les crédits-temps. Mais le gouvernement ne prend pas en compte le mal-être au travail des plus de 55 ans : 30 à 40 % des plus de 55 ans considèrent qu'ils ne sont plus bien dans leur job, 64 % souffrent de stress, c'est 20 % de plus qu'en 2010. Il y a une question de rythme, de conditions de travail. Le plan Tandem, c'est une réponse qualitative. ■

Propos recueillis par
V. La.

ANALYSE

La voix marquante d'Ecolo

Il est de ces ex-ministres qui ont bien du mal avec leur reconversion... Pas de ça chez Jean-Marc Nollet : l'opposition lui va bien. Le chef de groupe - un poste qu'il partage avec Kristof Calvo, dans une complicité et une complémentarité efficaces - s'amuse à la Chambre. Lui, l'homme de dossiers, perfectionniste, se plaît à éplucher les projets du gouvernement, avec une préférence très nette pour le socioéconomique - cela tombe bien, c'est la marque de fabrique de la suédoise. Et puis, comme il aime tout autant les longues démonstrations argumentées que les formules qui marquent, il a trouvé, à la Chambre, un terrain de jeu idéal. Au point d'incarner à lui seul, sur bien des dossiers, son parti. Il prend par ailleurs bien soin de se démarquer du PS... Dont il salue, non sans ironie, la « conversion verte ». « Que le PS dise que, dorénavant, il va intégrer la dimension verte, c'est d'abord la reconnaissance qu'il ne l'a pas fait par le passé, ce qui est vrai. Et il faudra faire attention parce que le naturel peut très vite revenir. Or, le naturel du PS, c'est d'être MR quand il est au pouvoir, PTB au Parlement et Ecolo dans les médias et en campagne. »

Quand on vous disait qu'il cultivait sa différence...

V.L.A.